

2019

LES REVENUS

DONNÉES
2018

de l'agriculture biologique
en Pays de la Loire



Références
économiques

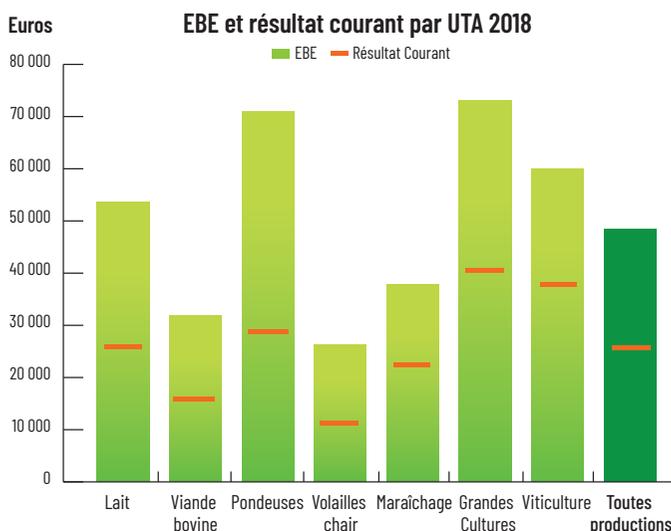


AGRICULTURES
& TERRITOIRES
CHAMBRE D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Édito

Merci aux centres de gestion et associations comptables qui par leur collaboration permettent à la chambre d'agriculture des Pays de la Loire d'analyser les résultats comptables des exploitations agricoles biologiques de la région pour l'année 2018.

Ces données compilées constituent des références pour les porteurs de projet bio et permettent à chaque agrobiologiste de se situer par rapport à son projet, son système et ses ambitions. L'objectif est que ces références puissent aider à lever leurs doutes lors d'un projet de conversion, d'installation, ou de reprise de ferme bio.



Vous pouvez consulter ci-dessus l'EBE et le résultat courant moyens par production pour les clôtures 2018. Les données par filière sont détaillées, commentées et analysées dans la brochure.

Nous sommes actuellement dans l'incertitude concernant la transition de la PAC. Le conseil régional a garanti les aides conversion pour les nouveaux installés, et pour les autres agriculteurs en fonction des crédits disponibles. L'aide au maintien est supprimée depuis 2019, cela n'apparaît pas dans les clôtures comptables 2018 présentes dans cette brochure. Il faut néanmoins en tenir compte dès aujourd'hui dans les prévisions économiques. Cette baisse des aides, compensée partiellement par le crédit d'impôt bio, aura un impact négatif important pour les filières viandes bio et pour les exploitations les plus fragiles.

Toutefois, l'agriculture biologique se développe en Pays de la Loire, et la demande des consommateurs ne faiblit pas. Les filières biologiques peuvent envisager l'avenir de manière positive, si la maîtrise technique et la rémunération des produits sont au rendez-vous.

Christian FRANCHETEAU
Élu au Pôle bio des Chambres d'agriculture
des Pays de la Loire

1	Principaux résultats (730 exploitations étudiées)	P4
	1.1 Les productions.....	p 5
	1.2 Evolution de l'EBE.....	p 5
	1.3 Le travail sur l'exploitation	p 7
	1.4 La SAU.....	p 7
	1.5 Analyse financière.....	p 7
	1.6 Comparaison des systèmes.....	p 8
	1.7 Résultats économiques.....	p 10
2	Bovins lait (212 exploitations)	p 11
	2.1 Le travail sur l'exploitation	p 13
	2.2 La SAU.....	p 13
	2.3 Les ateliers animaux	p 13
	2.4 Analyse financière	p 14
	2.5 Résultats économiques.....	p 15
	2.6 Marge brute.....	p 16
3	Bovins viande (74 exploitations).....	p 17
	3.1 Le travail sur l'exploitation	p 18
	3.2 La SAU	p 19
	3.3 Les ateliers animaux	p 19
	3.4 Analyse financière	p 19
	3.5 Résultats économiques.....	p 20
4	Poules pondeuses (19 exploitations).....	p 21
	4.1 Le travail sur l'exploitation	p 22
	4.2 La SAU.....	p 23
	4.3 Les ateliers animaux	p 23
	4.4 Analyse financière	p 23
	4.5 Résultats économiques.....	p 24
5	Volailles de chair (28 exploitations).....	p 25
	5.1 Le travail sur l'exploitation	p 27
	5.2 La SAU.....	p 27
	5.3 Les ateliers animaux	p 27
	5.4 Analyse financière	p 27
	5.5 Résultats économiques.....	p 28
6	Grandes cultures (26 exploitations).....	p 29
	6.1 Le travail sur l'exploitation	p 31
	6.2 La SAU.....	p 31
	6.3 Analyse financière	p 31
	6.4 Résultats économiques.....	p 32
7	Maraîchage (64 exploitations).....	p 33
	7.1 Le travail sur l'exploitation.....	p 35
	7.2 La SAU.....	p 35
	7.3 Analyse financière	p 35
	7.4 Résultats économiques	p 36
8	Viticulture (46 exploitations)	p 37
	8.1 Le travail sur l'exploitation	p 38
	8.2 La SAU.....	p 39
	8.3 Analyse financière	p 39
	8.4 Résultats économiques.....	p 40
	Lexique.....	p 41
	Les conseillers agriculture biologique des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire.....	p 42
	Partenaires et contacts.....	p 43



730 exploitations étudiées

MÉTHODOLOGIE

Pour cette édition 2019 des **revenus agricoles de l'agriculture biologique en Pays de la Loire**, 14 associations de gestion et de comptabilité ont apporté leur concours : **AS 49, AS 44 et AS CEFIGA, le réseau des CERFRANCE de la région, les AFOCG 49, 85 et 44, COMPTACOM GECAGRI, la COGEDIS, le CEGAO et UPTÉACONSEIL.**

L'étude est **coordonnée par la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire** qui utilise à cet effet un outil de compilation des comptabilités garantissant l'anonymat des exploitations.

L'objectif est de déterminer des références économiques par grand système de production pour permettre aux agriculteurs biologiques de la région d'analyser leurs résultats, par rapport à ceux d'exploitations comparables.

Fin 2018, la région Pays de la Loire comptait **3 182** exploitations certifiées bio ou bien en conversion. L'étude présentée ici permet de rassembler 730 exploitations ayant terminé leur phase de conversion bio. Les raisons de cet écart sont nombreuses : différentiel entre le nombre d'exploitations ayant terminé leur conversion et les exploitations engagées en bio, exploitation qui ne sont pas 100 % en AB, absence de réalisation de comptabilité pour certaines petites exploitations, dispersion importante entre les centres de comptabilité, clôture comptable sur exercice partiel...

Toutes les comptabilités présentées dans cette étude ont une date de clôture entre le 1er janvier 2018 et le 31 décembre 2018, et un exercice de 12 mois.

Pondération des résultats par UTA

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

	Nombre d'UTA
Chefs d'exploitation	1 par chef d'exploitation à temps plein (proratation si travail extérieur)
Associés exploitants (GAEC, EARL...)	1 par associé à temps plein (proratation si travail extérieur)
Conjoints collaborateurs à temps plein	0,5
Conjoints collaborateurs à temps partiel	0,25

Avertissement

D'une année à l'autre, les exploitations étudiées ne sont pas strictement les mêmes, de ce fait les comparaisons interannuelles sont délicates. Par ailleurs, la taille réduite de certains groupes (grandes cultures, volailles) doit inciter à la plus grande prudence quant à la généralisation des résultats pour ces systèmes de production.

1.1 - Les productions

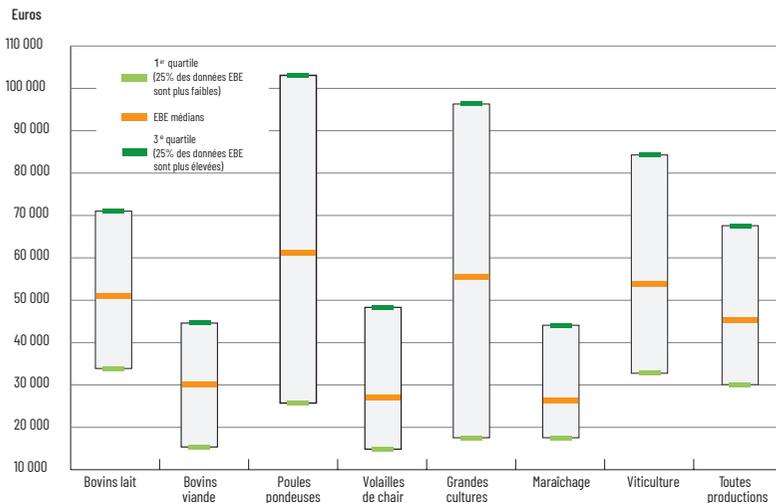


Dans l'échantillon étudié, les exploitations laitières sont surreprésentées (29 % de l'échantillon contre 18 % au niveau régional). La répartition des autres productions est en cohérence avec le profil des exploitations bio de la région (comparaison avec les données de l'observatoire régional de l'agriculture biologique des Pays de la Loire).

Le faible nombre d'exploitations en arboriculture, en production porcine et caprine ne nous permet pas d'établir de références.

1.2 - Evolution de l'EBE

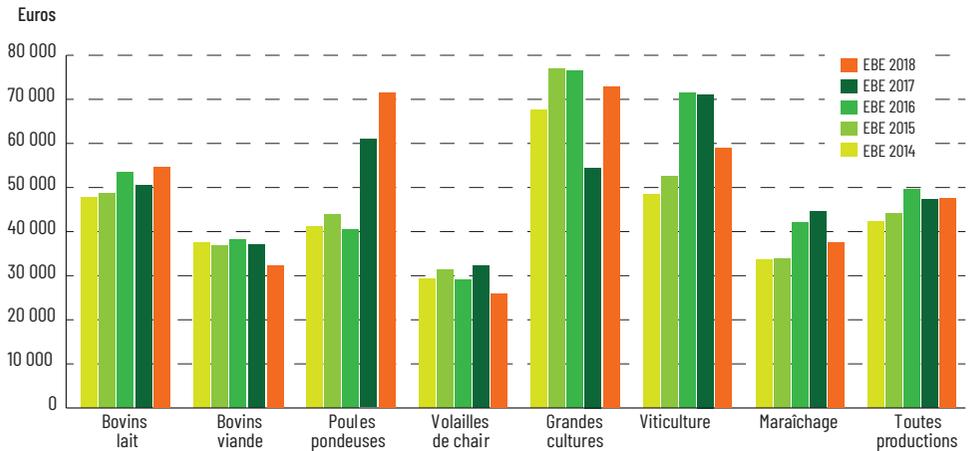
Dispersion de l'EBE par UTA autour de la médiane (2018)



La dispersion de l'EBE par UTA est plus forte en poules pondeuses, grandes cultures et viticulture, ce qui invite à être vigilant lors de simulations s'appuyant sur la moyenne pour ces filières.

L'EBE moyen s'élève à 48 400 €/UTA en moyenne en 2018, ce qui est stable par rapport à l'année précédente.

Les disparités sont fortes suivant les systèmes de production.



En élevage bovin lait, le niveau d'EBE est légèrement au-dessus de la moyenne des EBE observés depuis 5 ans. Ceci s'explique notamment par une stabilité des prix de vente en lait bio et une augmentation du lait produit/UTA sur cet exercice en lien avec les fourrages récoltés.

En viande bovine, les résultats sont à la baisse en lien avec un groupe d'exploitations de tailles plus faible (SAU et taille du troupeau).

En poules pondeuses, l'EBE est à un niveau élevé cette année. Cela s'explique par un recentrage du groupe sur des ateliers de plus grande taille en circuit long depuis 2 éditions.

En volaille de chair, l'EBE est en légère baisse, avec un ratio EBE/Produit qui diminue de 2% par rapport à l'année précédente. Ce groupe est composé d'exploitations mettant en valeur en moyenne 2 bâtiments par UTA (905 m²/UTA), la taille réduite des ateliers au regard de la main d'œuvre peut expliquer des résultats inférieurs aux autres productions.

En grandes cultures, l'EBE retrouve son niveau antérieur, en lien avec des récoltes 2017 globalement très bonnes, et des récoltes 2018 très correctes pour les cultures d'automne.

En viticulture, l'EBE est en baisse de 10 000 € par rapport à la précédente édition. Les comptabilités présentées ici sont basées sur les vendanges 2017 ou 2018 (en fonction de la date de clôture), 2017 a été un millésime qualitatif mais de faible quantité suite au gel du printemps, tandis que 2018 a marqué un retour à des volumes normaux.

En maraîchage, les résultats sont en léger repli cette année.

1.3 - Le travail sur l'exploitation

Le travail sur l'exploitation

	Les 730 exploitations étudiées		Exploitations bio des Pays de la Loire*	Exploitations des Pays de la Loire**
	Total	Par exploitation		
Nombre d'entreprises	730		3 182	30 093
→ dont individuelles	254		42 %	
→ dont sociétés	476			
Nombre d'UTA	1 168	1,6	1,4	1,2
→ dont en société	889	1,9		
Nombre d'UTH	1 766	2,4		

* Source : Observatoire régional de l'agriculture biologique - Données 2018 - Exploitations bio et conversion.

** Source : Chambre d'agriculture Pays de la Loire - Estimations 2018 à partir du Recensement agricole et Enquêtes structures

1.4 - La SAU

La répartition du foncier

	Les 730 exploitations étudiées	Exploitations bio des Pays de la Loire	Exploitations des Pays de la Loire
	(/UTA)	Moyenne (ha)	Moyenne (ha)
Surface totale (ha)	53,6		
→ dont fermage	48,3		
→ dont propriété	5,3		
Surface agricole utile	53,2	42 ha par ETP fam.	57 ha par ETP fam.

Utilisation de la SAU

	Les 730 exploitations étudiées	Exploitations bio des Pays de la Loire	Exploitations bio des Pays de la Loire
		Moyenne (% SAU)	Moyenne (% SAU)
Grandes cultures	20 %	71 %	39 %
Fourrages	73 %	25 %	57 %
Cultures spécialisées	4 %		
Plantations	2 %	} 4 %	} 4 %
Autres	1 %		

1.5 - Analyse financière

Bilan financier

Bilan (€)	Les 730 exploitations étudiées
Capital d'exploitation par UTA	261 770
Taux d'endettement	56 %
→ dont à court terme	16 %
Fonds de roulement en % des stocks	145 %
Annuités en % de l'EBE	50 %
EBE en % du capital	18 %

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

1.6 - Comparaison des systèmes

	Bovins Lait	Bovins Viande	Poules pondeuses	Volailles de chair
Nombre d'entreprises	212	74	19	28
Nombre d'UTA par exploitation	1,7	1,4	1,5	1,1
Nombre d'UTH par exploitation	2,2	1,5	1,8	1,1
SAU par UTA	60,6	84,5	36,4	18,1

Le résultat par UTA

Total (€)	27 112		15 940		29 338	11 654
	/ ha	% PB	/ ha	% PB	% PB	% PB
Produit Brut	2 368	100%	1 079	100%	100%	100%
Charges opérationnelles	443	19%	159	15%	57%	72%
Charges directes	48	2%	9	1%	1%	3%
Marge brute globale	1 877	79%	911	84%	42%	25%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	887	37%	378	35%	4%	13%
Résultat Courant	448	19%	189	17%	10%	6%

Situation financière

Capital d'exploitation brut :				
→ Par UTA	273 799	255 965	387 307	167 908
→ Par UTH	219 482	242 840	303 532	160 678
→ Par Ha	4 521	3 031	10 627	9 265
Taux d'endettement	57%	39%	78%	75%
→ dont endettement CT	13%	13%	17%	29%
Trésorerie nette par UTA	21 579	16 418	7 502	-9 738
Coût de l'endettement (Frais financiers/dettes)	2%	2%	2%	2%
Annuités/EBE	51%	52%	58%	56%
Fonds de Roulement/Stocks	200%	159%	118%	68%
EBE en pourcentage du capital	20%	12%	18%	16%

Utilisation de l'EBE / UTA

EBE	53 703	31 935	71 034	26 300
Annuités	27 355	16 517	40 850	14 669

	Grandes Cultures	Viticulture	Maraichage	Les 730 exploitations
Nombre d'entreprises	26	46	64	730
Nombre d'UTA par exploitation	1,4	1,5	1,6	1,6
Nombre d'UTH par exploitation	1,8	4,6	4,0	2,4
SAU par UTA	88,9	13,8	8,9	53,2

Le résultat par UTA

Total (€)	40 496		38 551		21 742		25 059	
	/ ha	% PB						
Produit Brut	2 251	100%	17 407	100%	13 696	100%	2 977	100%
Charges opérationnelles	334	15%	695	4%	1 951	14%	761	26%
Charges directes	79	4%	3 435	20%	1 741	13%	138	5%
Marge brute globale	1 838	82%	13 276	76%	10 004	73%	2 078	70%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	821	36%	4 336	25%	4 272	31%	911	31%
Résultat Courant	456	20%	2 789	16%	2 452	18%	471	16%

Situation financière

Capital d'exploitation brut :				
→ Par UTA	298 417	391 269	122 180	261 770
→ Par UTH	231 068	125 080	48 350	173 103
→ Par Ha	3 358	28 309	13 779	4 924
Taux d'endettement	54%	47%	59%	56%
→ dont endettement CT	19%	19%	19%	16%
Trésorerie nette par UTA	39 878	13 432	15 642	16 082
Coût de l'endettement (Frais financiers/dettes)	2%	2%	2%	2%
Annuités/EBE	38%	34%	30%	50%
Fonds de Roulement/Stocks	190%	108%	220%	145%
EBE en pourcentage du capital	24%	15%	31%	18%

Utilisation de l'EBE / UTA

EBE	72 989	59 926	37 882	48 402
Annuités	28 095	20 634	11 434	24 056

1.7 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Les 730 exploitations étudiées Moyenne SAU = 53,2 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	158 248	2 977	100 %
(-) Charges opérationnelles	40 470	761	25,5 %
(-) Charges directes	7 319	138	4,5 %
MARGE GLOBALE	110 459	2 078	70 %
Foncier et bâtiment	9 035	170	5,5 %
Fermages et charges locatives	7 585		
Entretien	1 450		
Mécanisation	16 876	317	10,5 %
Carburants et lubrifiants	3 027		
Locations matériels et travaux par tiers	8 909		
Entretien, réparations petits matériels	4 940		
Main-d'œuvre	17 177	323	11 %
Main-d'œuvre permanente	9 534		
Charges sociales des exploitants	7 643		
Autres charges de structure	18 969	357	12 %
Eau, gaz, électricité	2 783		
Autres fournitures	4 675		
Assurances	3 711		
Honoraires	3 111		
Transports et déplacements	1 409		
Impôts et taxes	552		
Autres charges d'exploitation	2 728		
TOTAL charges de structure	62 057	1 167	39 %
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	48 402	911	31 %
Charges financières	2 886	54	2 %
Amortissements	22 165	417	14 %
Autres produits	1 707		
Résultat courant	25 058	471	16 %

Bovins lait (212 exploitations)

L'échantillon 2018 comprend 212 élevages laitiers bios. ¼ sont en individuel et ¾ en sociétés.

Dimension et productivité du travail stables

La main-d'œuvre moyenne par exploitation est stable avec 2,2 UTH totaux par ferme et 1,7 UTA (Unité de travail hors salariés). La dimension moyenne est de 39 VL, 61 ha et 203 000 l de lait vendus par UTA.

Les résultats économiques de 2018 correspondent, en moyenne, à des clôtures comptables de juin 2018. Ils ne prennent pas en compte le manque de pâturage de l'automne 2018, la diminution de la production de lait et la hausse des coûts alimentaires qui s'en est suivie.

Sur la période analysée, le lait vendu par vache et par ha de SFP est stable par rapport à 2017. Il est en moyenne de 5 180 l/VL et 3 800 l/ha de SFP.

143 500 € de produit brut et 53 500 € d'EBE par UTA

Compte tenu d'une légère amélioration du prix du lait et de 2 % de livraison en plus, le produit brut moyen s'améliore de 6000 € par UTA pour atteindre 143 500 €/UTA.

L'efficacité économique des exploitations mesurée par le ratio EBE/produit brut est de 37 % (stable par rapport à n-1). L'EBE 2018 atteint 53 700 €/UTA (+ 3 000 €/UTA par rapport à 2017).

Résultat courant : 27 000 €/UTA

Le résultat courant par UTA est également en progression par rapport à 2017 (+ 3 000 €/UTA). Il atteint 27 000 €/UTA. Il est supérieur aux fermes conventionnelles d'environ 5 000 €/UTA.

Des écarts de résultats entre les systèmes et selon la productivité du travail

Dans les élevages de l'échantillon, l'herbe représente, en moyenne, 90 % de la surface fourragère (SFP). Pour l'analyse, les élevages ont été répartis en trois classes en fonction de la part d'herbe dans la SFP : Classe 1 : « SFP 100 % herbe » ; Classe 2 : « 85 à 97 % herbe » et classe 3 : « moins de 85 % d'herbe » dans la SFP.

Le système bio « tout herbe » dégage un résultat moyen de 16 500 €/UTA, ce qui est inférieur de moitié aux deux autres systèmes bio (32 000 €/UTA et 31 000 €/UTA). Les efficacités économiques sont proches entre les classes.



Impacts climatiques et fin des aides au maintien

Dans un contexte de demande forte de lait bio, de prix du lait stable, et d'année fourragère moyenne, les résultats obtenus dans les fermes bio sont constants et attractifs.

L'année comptable 2019 sera sans doute moins favorable. L'absence de pâturage de fin d'été et d'automne 2018 a réduit les productions laitières journalières de 10 % à 50 % sur cette période. Les systèmes les plus herbagers et avec moins de stocks récoltés par UGB sont les plus touchés.

L'année comptable 2020 sera aussi celle de la fin des aides

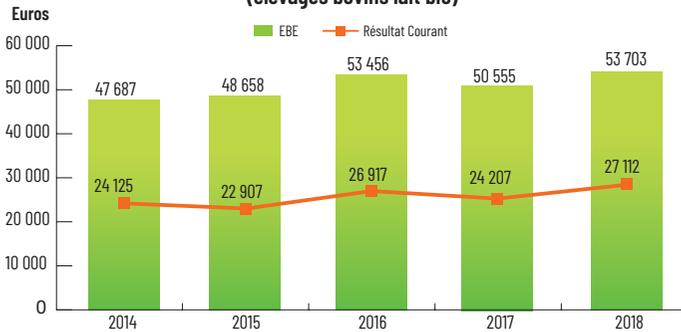
au maintien avec un impact négatif de 20 à 30 €/1000L dans les élevages.

Des adaptations face au changement climatique existent avec probablement une diminution du chargement dans les élevages et une diversification des ressources fourragères. Sur le plan économique la valorisation des produits et la productivité du système sont également des leviers. Le tout dans une cohérence d'organisation du travail et un maintien de l'état des fermes qui leur permette d'être attractives dans le cadre d'une transmission.

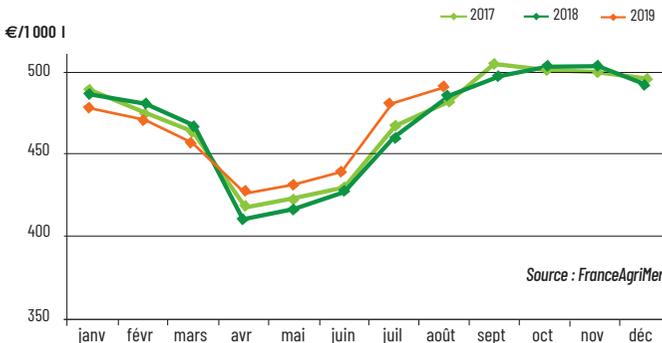
Jean-Claude HUCHON

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (élevages bovins lait bio)



Prix réel du lait biologique payé aux producteurs (euros/1000 litres)



Source : FranceAgriMer

2.1- Le travail sur l'exploitation

Le travail sur l'exploitation

	Groupe lait					Réseau Inosys lait bio Pays de Loire
	Total	Par exploitation	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Nombre d'entreprises	212		68	98	46	15
→ dont individuelles	52		24	20	8	7
→ dont sociétés	160		44	78	38	8
Nombre d'UTA	370	1,7	1,6	1,8	1,9	2
→ dont en sociétés	313	2	1,9	2	2,1	2,4
Nombre d'UTH	462	2,2	1,9	2,3	2,3	2,3

2.2 - La SAU

La répartition du foncier (en ha)

	Groupe lait				Réseau Inosys lait bio Pays de Loire Moyenne
	Moyenne par UTA	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Surface totale (ha)	61	59,1	63	59,3	
→ dont fermage	57,4	52,8	60	57,7	
→ dont propriété	3,6	6,3	3	1,6	
Surface agricole utile	60,6	58,8	62,4	59,2	66

Utilisation de la SAU

	Groupe lait				Réseau Inosys lait bio Pays de Loire Moyenne
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Grandes cultures	12 %	12 %	11 %	13 %	11 %
Fourrages	88 %	88 %	89 %	87 %	89 %

2.3 - Les ateliers animaux

	Groupe lait				Réseau Inosys lait bio Pays de Loire Moyenne
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
UGB/ha de SFP	1,1	1,0	1,1	1,3	1,2
% Maïs fourrager/SFP	9%	0%	10%	20%	11%
Nombre de vaches laitières/UTA	39,2	34,7	40,3	42,9	37
Lait vendu/UTA	203 190	149 890	208 910	259 486	228 277
Lait vendu par vache	5 183	4 320	5 184	6 049	6200

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

2.4 - Analyse financière

	Groupe lait				Réseau Inosys lait bio Pays de Loire Moyenne
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP	
Capital d'exploitation par UTA	273 799	227 936	273 060	333 604	237 822
Taux d'endettement	57 %	54 %	55 %	62 %	
→ dont court terme	13 %	14 %	12 %	12 %	
Fonds de roulement en % des stocks	200 %	167 %	226 %	183 %	
Annuités en % de l'EBE	51 %	64 %	43 %	54 %	36 %
EBE en % du capital	20 %	18 %	21 %	18 %	

Charges opérationnelles

	Groupe lait			
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP
Charges de cultures (€/ha SAU)	86	54	86	127
→ dont engrais	22	12	22	33
→ dont semences	63	42	63	93
→ dont produits défense sanitaire	1	0	1	1
Charges d'élevage (€/UGB)	248	192	228	345
→ dont aliments animaux SFP	147	111	127	224
→ dont produits + honoraires vétérinaires animaux SFP	28	23	28	33
→ dont travaux par tiers animaux	73	58	73	88
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	443	308	408	689
Total charges directes (€/ha SAU)	48	56	35	66

Coût de mécanisation

	Groupe lait			
	Moyenne	SFP 100 % herbe	85 % à 97 % d'herbe dans la SFP	Moins de 85 % d'herbe dans la SFP
Total charges de mécanisation	382	295	387	481
→ dont carburant lubrifiant	59	47	60	76
→ dont entretien réparations	88	72	87	108
→ dont travaux par tiers et location de matériel	173	126	171	237
→ dont amortissements	62	50	69	60

2.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe lait												Réseau Inosys lait bio							
	Moyenne SAU = 60,6 ha				SFP 100 % herbe SAU = 58,8 ha				85 % à 97 % d'herbe dans la SFP SAU = 62,4 ha					Moins de 85 % d'herbe dans la SFP SAU = 59,2 ha						
	€/UTA	€/ha	en %	en %	€/UTA	€/ha	en %	en %	€/UTA	€/ha	en %	en %		€/UTA	€/ha	en %	en %	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	143 449	2 388	100 %	100 %	110 638	1 884	100 %	100 %	148 403	2 360	100 %	100 %	174 845	2 955	100 %	100 %	155 002 €			
→ dont subventions exploitation	23 707	391	17 %	17 %	21 221	361	19 %	19 %	24 340	390	16 %	16 %	25 598	433	15 %	15 %				
(- Charges opérationnelles	26 629	443	19 %	19 %	18 103	308	16 %	16 %	25 425	408	17 %	17 %	40 744	689	23 %	23 %				
(- Charges directes	2 917	48	2 %	2 %	3 323	56	3 %	3 %	2 164	35	1 %	1 %	3 913	66	2 %	2 %				
MARGE GLOBALE	113 873	1 877	79 %	79 %	88 412	1 520	81 %	81 %	120 814	1 938	81 %	81 %	130 188	2 200	75 %	75 %				
Foncier et bâtiment	9 079	150	6 %	6 %	8 344	142	8 %	8 %	9 258	148	6 %	6 %	9 656	163	6 %	6 %				
Fermeages et charges locatives	7 639				7 175				7 758				7 891							
Entretien	1 440				1 169				1 500				1 685							
Mécanisation	19 390	320	14 %	14 %	14 471	246	13 %	13 %	19 802	318	13 %	13 %	24 819	418	14 %	14 %				
Carburants et lubrifiants	3 612				2 736				3 712				4 481							
Locations matériels et travaux par tiers	10 513				7 450				10 667				14 156							
Entretien, réparations petits matériels	5 285				4 285				5 423				6 282							
Main-d'œuvre	14 355	237	10 %	10 %	9 610	163	8,5 %	8,5 %	16 685	268	11 %	11 %	15 709	265	9 %	9 %				
Main-d'œuvre permanente	5 978				3 054				7 415				8 807							
Charges sociales des exploitants	8 377				6 556				9 270				8 902							
Autres charges de structure	17 146	284	12 %	12 %	16 496	281	14,5 %	14,5 %	16 679	267	11 %	11 %	18 910	320	11 %	11 %				
Eau, gaz, électricité	3 329				3 443				3 102				3 639							
Autres fournitures	3 918				3 888				3 967				4 112							
Assurances	3 706				3 467				3 652				4 118							
Honnaires	2 786				2 880				2 604				2 931							
Transports et déplacements	736				753				669				850							
Impôts et taxes	429				331				471				471							
Autres charges d'exploitation	2 262				1 924				2 214				2 789							
TOTAL charges de structure	59 070	990	42 %	42 %	48 921	832	44 %	44 %	62 424	1001	42 %	42 %	69 094	1 188	40 %	40 %				
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	53 703	887	37 %	37 %	40 491	688	37 %	37 %	58 390	938	39 %	39 %	61 094	1 032	35 %	35 %				
Charges financières	3 356	55	2 %	2 %	2 700	46	2 %	2 %	3 357	54	2 %	2 %	4 188	71	2 %	2 %				
Amortissements	26 113	431	18 %	18 %	23 261	385	21 %	21 %	25 774	413	17 %	17 %	30 420	514	17 %	15 %				
Autres produits	2 878				1 948				2 747				4 323							
Résultat courant	27 112	448	19 %	19 %	16 478	280	15 %	15 %	32 006	513	22 %	22 %	30 619	521	18 %	18 %				

2.6 - Marge brute

Marge brute lait bio en €/1 000 litres vendus Clôtures comptables 2018	
Produit €/1 000 l	543
Prix du lait €/1 000 l	479
Produit viande €/1 000 l	64
Charges €/1 000 l *	156
Charges alimentaires €/1 000 l	115
→ Coût de la SFP €/1 000 l	42
→ Achats fourrages, concentrés et minéraux €/1 000 l	44
→ Coût concentrés intra-consommés €/1 000 l	29
Frais d'élevage €/1 000 l	31
Frais vétérinaires €/1 000 l (Honoraires et achats médicaments)	10
Marge brute €/1 000 l	387

*Les achats de paille n'ont pas été comptabilisés dans les charges opérationnelles

Nombre de dossiers	108
Quantité de lait brut vendu	344 536
Effectif VL	70
Surface SFP	96
Chargement (UGB/ha de SFP)	1,17
Lait brut vendu par VL	4 922

Bovins viande (74 exploitations)

Le groupe comprend 74 exploitations spécialisées en viande bovine biologique dont 54 % sous forme individuelle. Ces élevages comptent 45 vaches allaitantes par Unité de Travailleur Agricole, ce qui correspond à un troupeau de 63 vaches par élevage. Ce sont des cheptels de dimensions inférieures aux systèmes conventionnels qui ont 88 vaches en moyenne.

Avec 9 exploitations de plus qu'en 2017, l'échantillon d'élevages n'est pas constant d'une année sur l'autre, la comparaison est donc limitée mais elle indique une tendance.

La surface est de 85 ha par UTA soit 119 ha par exploitation, elle est comparable aux conventionnels. La surface fourragère occupe 92 % de la SAU. Ce sont des systèmes herbagers avec 99 % de la SFP en prairie. Le chargement observé, de 1,03 UGB/ha de surface fourragère est conforme à la moyenne de la région.

Ces exploitations valorisent plutôt des animaux vendus en vif. Il serait cependant intéressant économiquement de valoriser plus d'animaux finis dans la filière bio.

Des résultats économiques en légère baisse, une certaine maîtrise des charges

L'EBE baisse, il est de 31 935 €. Le produit brut/UTA est de 91 120 €. Il est de 1079 €/ha de SAU. Le produit hors subventions par vaches est de 1 239 €. Les charges opérationnelles sont très faibles et les charges de structure stables. Ces résultats sont très proches de ceux observés dans les réseaux d'élevages et coûts de production. L'EBE par vache est de 709 €, il est supérieur aux systèmes naisseurs conventionnels*.

La part des aides est importante, elle représente dans les systèmes bio 39 % du produit, contre 26 % en conventionnel. L'EBE représente ici 12 % du capital contre 10 % pour les conventionnels. Les charges de cultures sont très faibles avec peu d'engrais et pas de produits phytosanitaires.

Le coût de concentré acheté est bien maîtrisé. Les charges d'élevage sont faibles mais en légère progression avec des achats de paille. La charge globale de mécanisation est de 191 € par ha de SAU. Elle reste la plus grosse charge mais pèse moins qu'en conventionnel.

Le revenu baisse et atteint 15 940 €/UTA. Ces exploitations ont un niveau d'annuités qui représente 52 % de l'EBE.

CONTEXTE ET PERSPECTIVES

Les rendements des associations céréales-protéagineux ont été corrects en 2018 et bons en 2019. **L'autonomie alimentaire est une condition de réussite indispensable.** L'assolement doit être cohérent avec les besoins des animaux. La valorisation des animaux finis en femelles est intéressante en raison des prix supérieurs au conventionnel. Pour les brouards, le contexte est favorable, les prix se sont maintenus, mais cela n'alimente pas la filière bio. L'année 2018, se caractérise par un printemps humide qui a permis de remettre à niveau les stocks. La sécheresse intense de l'été 2018 et l'absence de pousse d'herbe à l'automne a fortement entamé les stocks. La situation est très hétérogène d'un territoire à l'autre. Malheureusement l'année 2019 n'est globalement pas meilleure sur le plan des fourrages.

Les prix 2019 s'annoncent dans la continuité des années passées avec cependant une offre importante en fin d'été. Les opérateurs de la filière encouragent financièrement les éleveurs à étaler la production sur toute l'année avec des compléments de prix incitatifs suivant les périodes de sortie des animaux. La grille de prix n'incite plus à l'alourdissement des poids de carcasse.

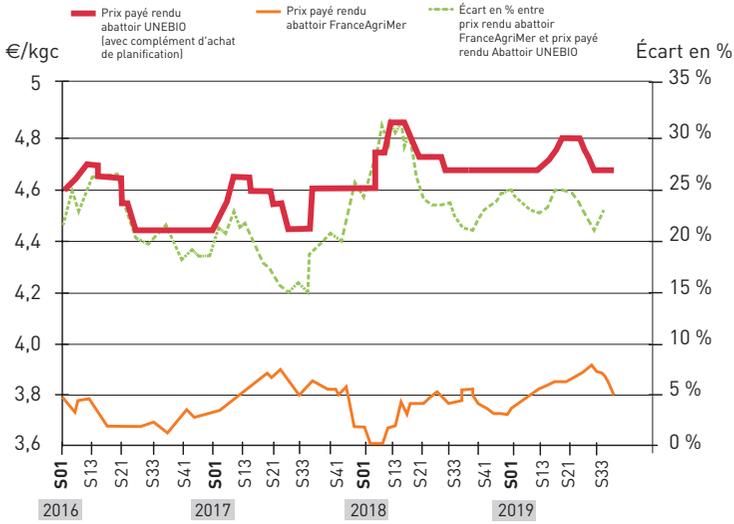
Les versements des aides bio se sont régularisés. Les aides demeurent importantes dans le revenu des élevages bovins viande bio. Ce décalage des paiements a affecté la trésorerie. En ce qui concerne la demande, elle est plutôt favorable. L'élevage bio garde une bonne image pour le consommateur.

* Source : «Les références 2018 des entreprises agricoles du Grand Ouest »

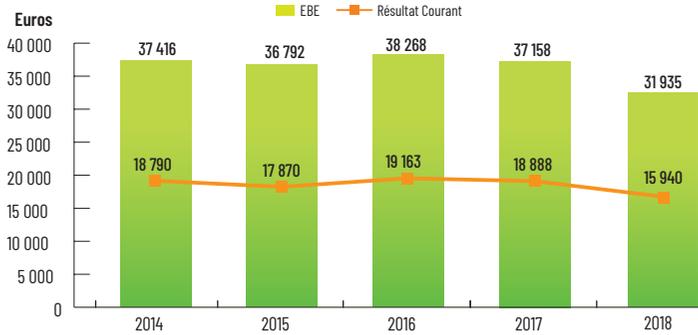
AGC AS et Chambres d'agriculture des départements 44, 49, 79, 41, 72, 45, 37, 16 et 50.

Christophe GROSBOIS et les conseillers du réseau viande
Chambre d'agriculture des Pays de la Loire et des Deux-Sèvres

Évolution du prix vaches R=380 kg race Charolaise rendu abattoir FranceAgriMer et UNEBIO



Evolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (élevages bovins viande bio)



3.1 - Le travail sur l'exploitation

	Groupe viande bovine	
	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	74	
→ dont individuelles	40	
→ dont sociétés	34	
Nombre d'UTA	102	1,4
→ dont en sociétés	60	1,8
Nombre d'UTH	108	1,5

3.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Groupe viande bovine Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	84,8
→ dont fermage	72
→ dont propriété	12,8
Surface agricole utile	84,5

Utilisation de la SAU

	Groupe viande bovine Moyenne
Grandes cultures	7 %
Fourrages	93 %

3.3 - Les ateliers animaux

	Groupe viande bovine Moyenne
UGB/ha de SFP	1
% Maïs fourrager/SFP	1 %
Nombre de vaches allaitantes	45

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

3.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Groupe viande bovine Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	255 965
Taux d'endettement	39 %
→ dont court terme	13 %
Fonds de roulement en % des stocks	159 %
Annuités en % de l'EBE	52 %
EBE en % du capital	12 %

Charges opérationnelles

	Groupe viande bovine Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	27
→ dont engrais	10
→ dont semences	17
→ dont produits défense sanitaire	0
Charges d'élevage (€/UGB)	94
→ dont achat aliments animaux et paille	24
→ dont produits + honoraires vétérinaires animaux SFP	21
→ dont travaux par tiers animaux	49
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	159
Total charges directes (€/ha SAU)	9

Les charges directes sont les frais de récolte, main-d'œuvre, fourniture et assurances spécifiques à la production

Coût de mécanisation

	Groupe viande bovine Moyenne
Total (€/ha SAU)	191
→ dont carburant lubrifiant	37
→ dont entretien réparations	48
→ dont travaux par tiers et location de matériel	67
→ dont amortissements	39

3.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe viande bovine Moyenne SAU = 84,5		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	91 120	1 079	100 %
→ dont subventions exploitation	35 339	418	39 %
(-) Charges opérationnelles	13 457	159	15 %
(-) Charges directes	744	9	1 %
MARGE GLOBALE	76 919	911	84 %
Foncier et bâtiment	10 825	128	12 %
Fermages et charges locatives	9 749		
Entretien	1 076		
Mécanisation	12 970	154	14 %
Carburants et lubrifiants	3 091		
Locations matériels et travaux par tiers	5 717		
Entretien, réparations petits matériels	4 162		
Main-d'œuvre	6 949	82	8 %
Main-d'œuvre permanente	1 397		
Charges sociales des exploitants	5 552		
Autres charges de structure	14 240	169	16 %
Eau, gaz, électricité	1 336		
Autres fournitures	3 759		
Assurances	3 213		
Honoraires	2 424		
Transports et déplacements	808		
Impôts et taxes	403		
Autres charges d'exploitation	2 297		
TOTAL charges de structure	44 984	533	49 %
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	31 935	378	35 %
Charges financières	1 927	23	2 %
Amortissements	15 582	184	17 %
Autres produits	1 514		
Résultat courant	15 940	189	17 %

Poules pondeuses (19 exploitations)

Le groupe «Volailles Pondeuses» est constitué de 19 exploitations spécialisées en poules de ponte. Les entreprises, dont 12 sous forme sociétaire et 7 individuelles, emploient 28 UTA. Elles exploitent en moyenne 28,6 ha de SAU par UTA.

Regard sur les résultats

L'atelier volailles compte en moyenne 7 043 poules pondeuses par UTA. La taille des élevages varie de 1 008 à 28 542 poules.

Les entreprises présentent un capital d'exploitation de 387 307 €/UTA, et un taux moyen d'endettement de 78 %. Les élevages de ce groupe dégagent un EBE moyen de 71 034 €/UTA.

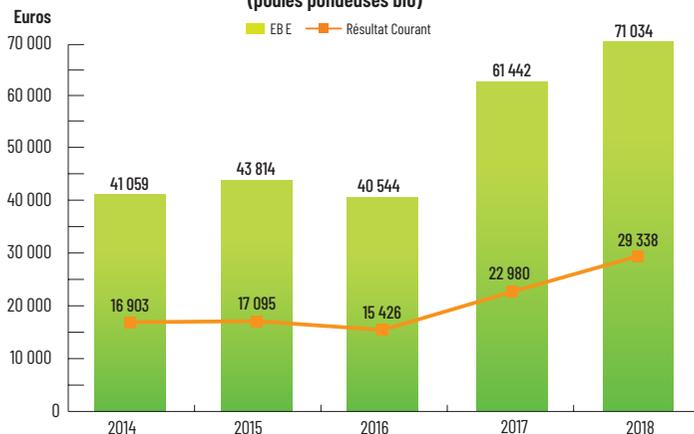
Après amortissements et frais financiers, le résultat courant s'établit à 29 338 € par UTA.

Parmi les charges opérationnelles d'élevage, le poste aliment représente à lui seul 56 % du produit brut.

L'enquête **Poules pondeuses en système alternatif** conduite par les Chambres d'agriculture du Grand Ouest permet de collecter périodiquement des données technico-économiques d'élevages. Pour l'année 2018, 19 élevages de poules pondeuses biologiques des régions de Bretagne, Pays de la Loire et Nouvelle Aquitaine ont été étudiés. L'enquête met en avant une durée du lot qui augmente, engendrée par un accroissement du temps de présence des animaux. La durée du vide reste inchangée par rapport à 2016. Le poids des œufs produits par poule et par lot augmente également légèrement. Concernant le parc de bâtiment, dans l'échantillon étudié, 77% des bâtiments ont été construits ou rénovés depuis moins de 10 ans, sachant que 54% des poulaillers bio ont été construits ou rénovés il y a moins de 5 ans.

Les dernières données sont disponibles auprès de vos conseillers Chambre d'agriculture.

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA
(poules pondeuses bio)



Comme en volaille de chair bio, la filière poules pondeuses bio se prépare à un passage à une alimentation 100 % bio d'ici le 1^{er} janvier 2021 (dérogation actuelle pour introduire 5 % de matières premières riches en protéines non bio). Cette décision a été décalée à 2025 pour les jeunes volailles.

Au niveau national, le nombre d'élevage est en augmentation importante depuis 2014. Selon les chiffres de l'Agence Bio, en 2018, le nombre de poules bio mises en place est de 6,56 millions sur 2 027 exploitations.

Cette explosion du marché des œufs bio engendre différentes inquiétudes. Comment accompagner la croissance de la filière en garantissant notamment des prix rémunérateurs pour les éleveurs, en assurant le lien au sol et l'accessibilité aux parcours pour les animaux, ou encore en limitant la taille des élevages... Différents échanges ont actuellement lieu pour garantir une filière française bio, durable et équitable.

Année	Poules Bio mises en place (France)	Evol. / n-1	Nombre exploitations	Evol. / n-1
2014	3,71 millions	+ 11 %	1 466	+ 8 %
2015	3,89 millions	+ 5 %	1 548	+ 5 %
2016	4,37 millions	+ 12,3 %	1 666	+ 8 %
2017	4,99 millions	+ 14,3 %	1 781	+ 7 %
2018	6,56 millions	+ 31,3 %	2 027	+ 14 %

Julie Deruwez,
Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

4.1 - Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	19	
→ dont individuelles	7	
→ dont sociétés	12	
Nombre d'UTA	28	
→ dont en société	20	
Nombre d'UTH	35	1,8

4.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	36,8
→ dont fermage	28,2
→ dont propriété	8,6
Surface agricole utile	36,4

Utilisation de la SAU

	Moyenne
Grandes cultures	56 %
Fourrages	41 %
Autres	3 %

4.3 - Les ateliers animaux

	Moyenne
Nombre de poules pondeuses/UTA	7 043

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

4.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	387 307
Taux d'endettement	78 %
→ dont court terme	17 %
Fonds de roulement en % des stocks	118 %
Annuités en % de l'EBE	58 %
EBE en % du capital	18 %

Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	208
→ dont engrais	64
→ dont semences	139
→ dont produits défense sanitaire	5
Charges d'élevage (% du PB)	
→ dont aliments volailles	56 %
→ dont produits et honoraires vétérinaires volailles	0,5 %
→ dont travaux par tiers animaux	1,5 %
Taxe sur les produits (% du PB)	0,1 %
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	4 693
Total charges directes (€/ha SAU)	80

Coût de mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	475
→ dont carburant lubrifiant	59
→ dont entretien réparations	124
→ dont travaux par tiers et location de matériel	196
→ dont amortissements	96

4.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Moyenne	
	€/UTA	en %
Produit brut	297 993	100 %
→ dont subventions exploitation	15 394	5 %
(-) Charges opérationnelles	169 486	57 %
(-) Charges directes	2 931	1 %
MARGE GLOBALE	125 576	42 %
Foncier et bâtiment	7 474	2,5 %
Fermages et charges locatives	6 608	
Entretien	866	
Mécanisation	14 127	5 %
Carburants et lubrifiants	2 137	
Locations matériels et travaux par tiers	7 152	
Entretien, réparations petits matériels	4 838	
Main-d'œuvre	13 209	4 %
Main-d'œuvre permanente	5 945	
Charges sociales des exploitants	7 264	
Autres charges de structure	19 732	6,5 %
Eau, gaz, électricité	3 304	
Autres fournitures	3 815	
Assurances	5 867	
Honoraires	2 824	
Transports et déplacements	631	
Impôts et taxes	922	
Autres charges d'exploitation	2 369	
TOTAL charges de structure	54 542	18 %
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	71 034	24 %
Charges financières	6 752	2 %
Amortissements	31 992	11 %
Autres charges	2 952	1 %
Résultat courant	29 338	10 %



Volailles de chair (28 exploitations)

Le groupe comprend 28 exploitations spécialisées, dont 16 sous forme sociétaire. Elles emploient 1,1 UTA en moyenne par exploitation. La surface agricole utile est de 18,8 ha par UTA en moyenne.

Regard sur les résultats

La taille moyenne des ateliers volailles est de 905 m² par UTA. La surface est inférieure ou égale à 800 m² pour 13 d'entre eux, les 9 autres vont de 850 à 1 600 m².

Les entreprises détiennent un capital d'exploitation de 167 908 € en moyenne par UTA avec un endettement de 75 %.

Les aviculteurs du groupe «volailles de chair bio» ont dégagé en 2018 un EBE moyen de 26 300 €/UTA (31 628 €/UTA en 2017). L'efficacité économique, indiquée par le ratio EBE/produit, est de 13 %, en baisse de 2 % par rapport à l'année passée. Après amortissements et frais financiers, le résultat courant moyen s'établit à 11 654 €/UTA.

Le produit brut annuel des élevages est de 207 604 € par UTA contre 213 061 €/UTA en 2017.

Les charges opérationnelles représentent 72 % du produit, dont 67 % pour le seul poste «aliment».

L'enquête avicole conduite par les Chambres d'agriculture du Grand-Ouest en 2018 a permis de collecter les données technico-économiques ci-dessous :

	2017	2018
Nombre de lots dans l'enquête	49	70
Marges PA en €/m ² /lot	16,26	15,77
Charges variables en €/m ² /lot	4,05	4,34
Marges Brutes en €/m ² /lot	12,21	38,66
Nombre de lots/an	3,37	3,38

Au niveau national, selon les chiffres de l'Agence Bio, en 2018, le nombre de poulets bio mis en place est de 12,1 millions sur 961 exploitations, soit une augmentation de 9 % des exploitations et de 13,6 % des effectifs de poulets par rapport à 2017. Ces chiffres confirment le développement de la production sous l'impulsion de la filière organisée, la dynamique retrouve des niveaux de développement des années 2009 (+ 13 %) et 2010 (+ 18 %).

Le Plan de filière Volaille de Chair française, a pour ambition sur 5 ans, d'augmenter la production de volailles bio de 50 % et

de volailles Label Rouge de 20 %. Ce programme prévoit aussi d'augmenter les ventes de volailles bio et Label de 20 % dans le secteur de la Restauration Hors Domicile. En parallèle, un plan d'investissement spécifique de 90 millions d'euros est annoncé pour les bâtiments d'élevage label et Bio.

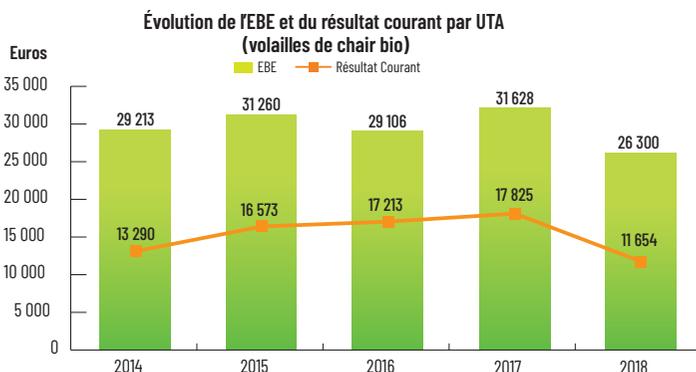
Actuellement, l'un des principaux enjeux pour la filière est le passage à une alimentation 100 % bio d'ici le 1^{er} janvier 2021 (dérogation actuelle pour introduire 5 % de matières premières riches en protéines non bio).

Cette décision a été décalée à 2025 pour les jeunes volailles.

Année	Poulets Bio mis en place (France)	Evol. / n-1	Nombre exploitations	Evol. / n-1
2014	8,6 millions	+ 8 %	741	+ 7 %
2015	8,6 millions	+ 3 %	759	+ 2 %
2016	9,7 millions	+ 12,6 %	794	+ 5 %
2017	11,3 millions	+ 17 %	882	+ 11 %
2018	12,1 millions	+ 13,6 %	961	+ 9 %

Julie Deruwez,

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire



5.1 - Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	28	
→ dont individuelles	12	
→ dont sociétés	16	
Nombre d'UTA	30	1,1
→ dont en sociétés	19	1,2
Nombre d'UTH	31	1,1

5.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	18,8
→ dont fermage	16
→ dont propriété	2,8
Surface agricole utile	18,1

Utilisation de la SAU

	Moyenne
Grandes cultures	29 %
Fourrages	62 %
Autres	9 %

5.3 - Les ateliers animaux

	Moyenne
Nombre de m ² par UTA	905

5.4 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	167 908
Taux d'endettement	75 %
→ dont court terme	29 %
Fonds de roulement en % des stocks	68 %
Annuités en % de l'EBE	56 %
EBE en % du capital	16 %

Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	118
→ dont engrais	40
→ dont semences	70
→ dont produits défense sanitaire	8
Charges d'élevage (% du PB)	
→ dont aliments volailles	67 %
→ dont produits et honoraires vétérinaires volailles	1 %
→ dont travaux par tiers animaux	7 %
Taxe sur les produits (% du PB)	0,1 %
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	8 270
Total charges directes (€/ha SAU)	324

Coût de mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	320
→ dont carburant lubrifiant	62
→ dont entretien réparations	139
→ dont travaux par tiers et location de matériel	119

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

5.5 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Moyenne	
	€/UTA	en %
Produit brut	207 604	100 %
→ dont subventions exploitation	7 402	4 %
(-) Charges opérationnelles	149 044	72 %
(-) Charges directes	5 872	3 %
MARGE GLOBALE	52 688	25 %
Foncier et bâtiment	4 681	2 %
Fermages et charges locatives	2 750	
Entretien	1 931	
Mécanisation	5 678	2 %
Carburants et lubrifiants	1 119	
Locations matériels et travaux par tiers	2 152	
Entretien, réparations petits matériels	2 407	
Main-d'œuvre	4 970	2 %
Main-d'œuvre permanente	71	
Charges sociales des exploitants	4 899	
Autres charges de structure	11 059	6 %
Eau, gaz, électricité	1 925	
Autres fournitures	444	
Assurances	2 799	
Honoraires	2 804	
Transports et déplacements	617	
Impôts et taxes	599	
Autres charges d'exploitation	1 871	
TOTAL charges de structure	26 388	12 %
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	26 300	13 %
Charges financières	2 275	1 %
Amortissements	12 736	6 %
Autres produits	365	
Résultat courant	11 654	6 %

Grandes cultures (26 exploitations)

Le groupe comprend 26 entreprises dont 15 sous forme sociétaire. Une exploitation moyenne équivaut à 1,4 UTA et au total 1,8 UTH pour 125 ha de SAU.

Comme les années précédentes, la taille réduite du groupe, la variabilité de l'échantillon, et des dates de clôture comptable différentes (la moyenne clôture avant juillet 2018) doivent inciter à la plus grande prudence quant à la généralisation des résultats sur ce système de production.

A noter que dans l'échantillon analysé cette année, 11 % de la SAU des exploitations étudiées est composé de cultures spécialisées et légumes de plein champ.

Contexte culturel : (les clôtures comptables concernent pour la moitié la campagne 2017, et pour l'autre la campagne 2018)

La campagne 2017 a été dans l'ensemble très bonne en grandes cultures. Aussi bien côté cultures d'automne avec une bonne implantation et une excellente minéralisation au printemps des apports organiques, que cultures d'été : la pluviométrie régulière a permis une bonne fécondation et un remplissage du grain optimal.

La campagne 2018 a été marquée par un automne (2017) très sec, permettant des semis de céréales en novembre dans de très bonnes conditions. Sans excès d'eau hivernal, les céréales se sont bien enracinées, et ont profité de la pluviométrie régulière du printemps. Les rendements sont globalement satisfaisants en cultures d'automne. Pour les cultures d'été, ces pluies printanières ont décalé les semis, et parfois contrarié les désherbages. Les chaleurs et la sécheresse estivale ont limité les rendements en situation sèche ou en irrigation limitante. Les résultats en maïs grain en situation irriguée ont été très bons.

En moyenne, les exploitations du groupe ont une situation financière saine. Le fonds de roulement couvre très largement les stocks.

Le capital d'exploitation par UTA à 298 417 € est supérieur d'environ 15 % aux exploitations conventionnelles avec la même orientation.

Les charges opérationnelles du groupe étudié sont réparties entre les semences et le coût de la fertilisation. Ces postes varient fortement en fonction de la part de cultures de printemps (maïs notamment plus coûteux en semences et fertilisation que les cultures d'automne).

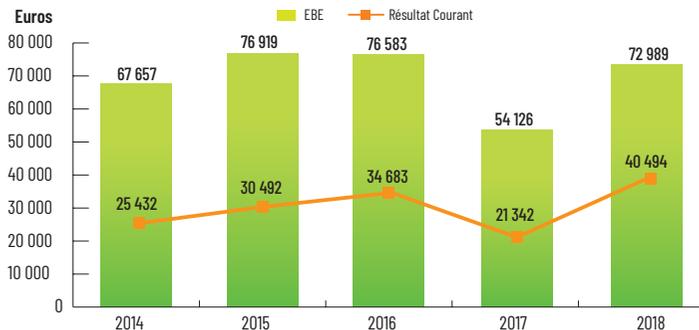
Le coût de mécanisation de 450 € par hectare, amortissements compris, reste relativement stable depuis 2016 même si le poste travaux par tiers est plus important que les années passées pour l'échantillon analysé (+15 % par rapport à 2016).

Le produit brut par hectare, hors subventions et aides compensatoires est de 1 838 €. Il est supérieur de 262 € par rapport à l'année 2017, impactée par les rendements très faibles de 2016 (cf. date de clôture comptable).

De même, l'excédent brut d'exploitation est de 72 989 € par UTA soit 35 % de plus que l'EBE de 2017 mais équivalent à la moyenne des EBE des échantillons analysés de 2010 à 2016. Le ratio EBE/produit brut à 37 % reste relativement stable. Autre point marquant sur cette campagne, le ratio annuité/EBE est moins élevé sur l'échantillon enquêté. Une fois les annuités remboursées, il reste un solde de 45 254 € par UTA pour prélever, autofinancer les investissements et conforter la trésorerie.

Le résultat courant, de 40 494 € par UTA, est près de deux fois plus élevé que celui de l'échantillon de 2017. Ceci s'explique principalement par un EBE plus élevé cette année.

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA
(grandes cultures bio)



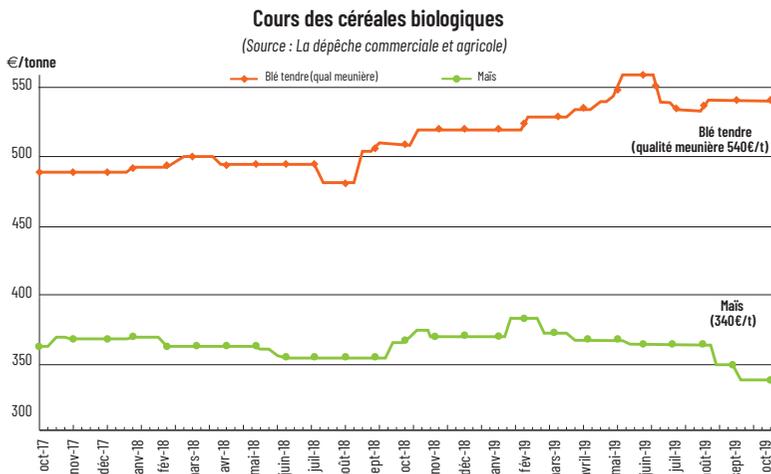
Les prix sont restés stables sur les dix dernières campagnes. La demande est soutenue en alimentation humaine en blé panifiable, et aussi en cultures spécialisées. La filière animale en plein essor est aussi très demandeuse. Le recours à l'importation est toujours aussi présent.

Depuis 2015 le contexte de marché des céréales et oléo protéagineux conventionnels, le développement des filières animales bio et la revalorisation des aides conversion ont favorisé les conversions. Selon l'Agence Bio, en 2018 en France, les surfaces bio et en conversion en grandes cultures ont augmenté de 31 % en un an ! Les céréales représentent plus de 90 % de ces surfaces. Fin 2018, le marché reste déficitaire en France en particulier pour le blé meunier, dont la collecte est en baisse de 19 % par rapport à 2017 (lié aux baisses de rendements).

Perspectives de la filière : Les bilans 2019 permettent de constater que les volumes de blé meunier bio produits en France permettent de se rapprocher des attentes de la filière aval meunerie. Pour la filière Nutrition Animale, les volumes grandes cultures récoltés en 2019 (céréales, protéagineux, oléagineux) ne permettent pas encore de répondre aux attentes du marché. Cependant, le développement très important de la collecte bio nationale va entraîner une diminution très nette des importations sur cette campagne.

Les deux dernières campagnes ayant été marquées par un nombre de conversions important en grandes cultures, les volumes de productions C2 dans la collecte totale 2019 sont attendus en forte augmentation. Etant donné que les possibilités d'utilisation du C2 en alimentation animale sont limitées par la réglementation bio européenne, une partie du C2 produit risque à court terme d'être orientée vers les filières conventionnelles...

Stéphane Hanquez, Florence Letailleur
Chambre d'agriculture des Pays de la Loire



Prix départ France (organisme stockeur et non culture), stade de gros, pour environ 5 t. Pour obtenir les prix en culture, déduire des cotations les taxes à la charge du producteur et 45 €/t (marge du collecteur et frais de collecte/stockage).

6.1 - Le travail sur l'exploitation

	Groupe grandes cultures	
	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	26	
→ dont individuelles	11	
→ dont sociétés	15	
Nombre d'UTA	36	1,4
→ dont en sociétés	24	1,6
Nombre d'UTH	46	1,8

6.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Groupe grandes cultures
	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	90,5
→ dont fermage	79,7
→ dont propriété	10,8
SAU	88,9

Utilisation de la SAU

	Groupe grandes cultures
	Moyenne
Grandes cultures	80 %
Fourrages	9 %
Cultures spécialisées	11 %

6.3 - Analyse financière

Bilan (€)	Groupe grandes cultures
	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	298 417
Taux d'endettement	54 %
→ dont court terme	19 %
Fonds de roulement en % des stocks	190 %
Annuités en % de l'EBE	38 %
EBE en % du capital	24 %

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

Charges opérationnelles

	Groupe grandes cultures
	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	315
→ dont engrais	129
→ dont semences	175
→ dont produits défense sanitaire	11

Coût de mécanisation

	Groupe grandes cultures
	Moyenne
Total (€/ha SAU)	450
→ dont carburant lubrifiant	60
→ dont entretien réparations	60
→ dont travaux par tiers et location de matériel	265
→ dont amortissements	65

6.4 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe grandes cultures Moyenne SAU = 88.9 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	200 045	2 251	100 %
→ dont subventions exploitation	32 133	362	16 %
Produit brut grandes cultures (hors subventions et animaux)		1 838	
(-) Charges opérationnelles	29 642	334	14,5 %
(-) Charges directes	7 051	79	3,5 %
MARGE GLOBALE	163 352	1 838	82 %
Foncier et bâtiment	14 933	168	8 %
Fermages et charges locatives	13 419		
Entretien	1 514		
Mécanisation	36 696	413	19 %
Carburants et lubrifiants	5 373		
Locations matériels et travaux par tiers	23 475		
Entretien, réparations petits matériels	7 848		
Main-d'œuvre	16 547		8 %
Main-d'œuvre permanente	8 012		
Charges sociales des exploitants	8 535		
Autres charges de structure	22 187	250	11 %
Eau, gaz, électricité	2 665		
Assurances	6 742		
Honoraires	2 621		
Transports et déplacements	1 654		
Impôts et taxes	523		
Autres charges d'exploitation	7 982		
TOTAL charges de structure	90 363	1 017	45 %
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	72 989	821	36 %
Charges financières	2 520		1 %
Amortissements	29 932		15 %
Autres charges	43		
Résultat courant	40 494	456	20 %

Maraîchage (64 exploitations)

Le groupe comprend 64 exploitations dont 59 % sous forme sociétaire. Une exploitation moyenne équivaut à 1,6 UTA et au total 4 UTH.

A noter un groupe spécifique avec les exploitations pratiquant majoritairement la vente en circuits courts (54 exploitations), ce qui est caractéristique des exploitations maraîchères de la région.

La taille, la diversité des modes de commercialisation et des résultats à l'intérieur du groupe doit inciter à la prudence quant aux généralisations sur ce système de production.

Analyse financière

Le capital d'exploitation par UTA est faible à 122 180 € comparativement à la moyenne des exploitations du groupe bio (261 770 €). Malgré ces besoins en capitaux plus faibles, les exploitations du groupe ont un endettement légèrement supérieur à l'ensemble des exploitations en bio (59 % contre 56 %) avec une situation de trésorerie proche de l'équilibre. Les exploitations en circuits courts ont moins de capital d'exploitation par UTA (89 361 €).

Résultats économiques

Le produit brut par UTA est de 121 443 € pour 8,9 ha de SAU. La surface en maraîchage et cultures spécialisées représente 42 % de la sole et le produit brut par ha est de 13 696 €, ce qui

traduit bien le caractère spécialisé des exploitations du groupe. Les charges opérationnelles et directes d'un montant de 32 737 € représentent 27 % du produit brut.

Sans la main-d'œuvre temporaire, ces charges se situent à 19 058 € soit 15,5 % du produit brut dont plus de la moitié en semences et plants (11 991 € pour 10 % du produit).

Les charges de structures (avant amortissements et charges financières) sont à 50 824 € soit 42 % du produit.

A noter que la charge de main-d'œuvre salariée (temporaire et permanente) est le poste de charge le plus important des exploitations du groupe étudié (22,5 % du produit).

L'excédent brut moyen est à 37 882 € par UTA. Une fois remboursées les annuités de 11 364 € et après intégration des pertes et profits exceptionnels, il reste un solde de 26 518 € par UTA pour prélever, autofinancer et conforter la trésorerie.

Le ratio EBE/produit brut à 31 % est plutôt faible compte tenu de la dominante circuits courts du groupe.

Le résultat courant par UTA se situe à 21 741 € pour 17 % du produit soit un niveau légèrement inférieur aux autres systèmes de production en bio (moyenne à 25 058 €).

Les résultats comptables du groupe en circuits courts sont inférieurs de 21 % par rapport à la moyenne du groupe maraîchage.



Le printemps 2018 a été compliqué : les pluies ont été irrégulières, parfois intenses et importantes, fin juin notamment. Les températures ont également été très variables. L'été qui a suivi s'est révélé plutôt sec, relativement chaud, orageux, sans épisode caniculaire notable cependant.

Ces conditions climatiques ont impacté la qualité des productions, avec des problèmes de maladies dans les cultures de printemps et d'été (mildiou, botrytis) et de conservation des courges, oignons...

L'automne a été relativement chaud et sec, ce qui a entraîné un marché compliqué pour les légumes d'automne, malgré de bonnes qualités de récolte.

L'hiver 2018 - 2019 a été plus frais et normalement pluvieux.

Ces résultats ont été obtenus dans un contexte de hausse de production (+ 24 % de surfaces certifiées en France pour les légumes frais entre 2017 et 2018 et + 21 % pour les Pays de la Loire) avec en parallèle des ventes en hausse. Cet accroissement devrait se poursuivre à un rythme soutenu dans les années à venir, avec un développement de la production à destination de l'expédition.

La commercialisation en circuits courts est maintenant bien présente dans les Pays de la Loire (marchés, paniers, vente à la ferme, AMAP, magasins fermiers). Avec un nombre significatif de projets d'installation en légumes chaque année, l'offre continue

sa densification et sa diversification.

Le marché d'expédition augmente également régulièrement en volume. En effet, actuellement 76 % (en valeur) des fruits et légumes bio sont achetés en magasins spécialisés (41 %) ou grandes surfaces (35 %).

L'optimisation technique et l'organisation du travail restent deux points essentiels pour assurer la rentabilité et la pérennité de ces entreprises.

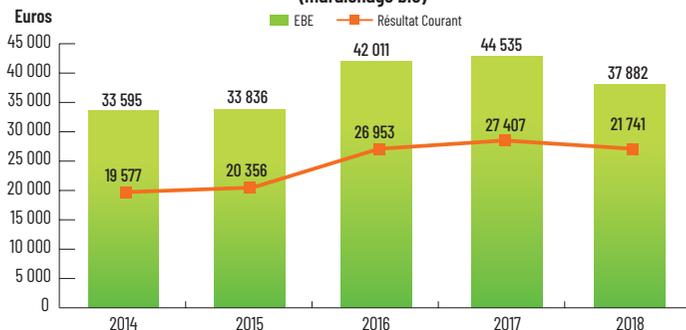
Celles en circuits courts doivent être très vigilantes sur le temps de travail par catégorie de légumes (temps de désherbage) et sur leur organisation globale pour rationaliser le temps de mise en marché notamment. La diversification des modes de commercialisation peut également s'avérer « coûteuse » en temps de travail et déplacements.

Les entreprises positionnées sur le marché d'expédition se doivent d'avoir une grande compétence technique en assurant des itinéraires maintenant la rentabilité de la culture. Elles doivent aussi avoir une bonne connaissance du marché pour planifier mises en place et ventes auprès des acheteurs de légumes frais et de la restauration collective.

Guillaume JOUANNEAU et Maëlle DEPRIESTER

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (maraichage bio)



7.1 Le travail sur l'exploitation

	Groupe maraîchage			
	Ensemble du groupe		Circuits courts	
Nombre d'entreprises	64		54	
→ dont individuelles	26		25	
→ dont sociétés	38		29	
	Total	Par exploitation	Total	Par exploitation
Nombre d'UTA	102	1,6	84	1,6
→ dont en société	72	1,9	56	1,9
Nombre d'UTH	257	4	190	3,5

7.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Groupe maraîchage	
	Moyenne (par UTA)	Circuits courts (par UTA)
Surface totale (ha)	9,4	6,7
→ dont fermage	8,8	6
→ dont propriété	0,6	0,7
SAU	8,9	6,2

Utilisation de la SAU

	Groupe maraîchage	
	Moyenne	Circuits courts
Grandes cultures	13 %	8 %
Fourrages	44 %	54 %
Maraîchage et cultures spécialisées	42 %	32 %
Autre	1 %	6 %

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps

7.3 - Analyse financière

Bilan (€)	Groupe maraîchage	
	Moyenne	Circuits courts
Capital d'exploitation par UTA	122 180	89 361
Capital d'exploitation par ha	13 779	14 312
Capital d'exploitation par UTH	48 350	39 475
Taux d'endettement	59 %	57 %
→ dont court terme	19 %	19 %
Fonds de roulement en % des stocks	220 %	232 %
Annuités en % de l'EBE	30 %	28 %
Trésorerie nette	15 642	14 228
EBE en % du capital	31 %	31 %

7.4 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Groupe maraîchage					
	Moyenne SAU = 8,9 ha			Circuits courts SAU = 6,2 ha		
	€/UTA	€/ha	en %	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	121 443	13 696	100 %	93 249	14 935	100 %
→ dont subventions exploitation	4 294	484	4 %	3 350	537	4 %
(-) Charges opérationnelles et directes	32 737	3 692	27 %	23 337	3 738	25 %
Engrais	2 825	319	2 %	2 229	357	2 %
Semences et plants	11 991	1 352	10 %	10 126	1 622	11 %
Produits de défense sanitaire	688	78	0,5 %	500	80	1 %
Emballages	1 429	161	1 %	836	134	1 %
Main-d'œuvre temporaire	13 679	1 542	11 %	8 099	1 297	9 %
Autres charges directes et opérationnelles	2 125	240	2 %	1 547	248	1 %
MARGE GLOBALE	88 706	10 004	73 %	69 912	11 197	75 %
Foncier et bâtiment	2 475	279	2 %	1 610	258	2 %
Fermages et charges locatives	1 781			1 070		
Entretien	694			540		
Mécanisation	6 572	741	5,5 %	4 055	649	4 %
Carburants et lubrifiants	1 336			728		
Locations matériels et travaux par tiers	1 603			1 054		
Entretien, réparations petits matériels	3 633			2 273		
Main-d'œuvre	27 073	3 054	22,5 %	23 321	3 735	25 %
Main-d'œuvre permanente	19 392			16 800		
Charges sociales des exploitants	7 681			6 521		
Autres charges de structure	14 704	1 658	12 %	13 009	2 084	14 %
Eau, gaz, électricité	1 745			1 087		
Autres fournitures	5 057			4 840		
Assurances	1 574			1 399		
Honoraires	2 625			2 370		
Transports et déplacements	1 129			875		
Impôts et taxes	624			651		
Autres charges d'exploitation	1 950			1 787		
TOTAL charges de structure	50 824	5 732	42 %	41 995	6 726	45 %
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	37 882	4 272	31 %	27 917	4 470	30 %
Charges financières	1 187	134	1 %	768	123	1 %
Amortissements	14 805	1 670	12 %	9 860	1 579	10 %
Autres charges	149			-53		
Résultat courant	21 741	2 452	18 %	17 342	2 778	19 %

Viticulture (46 exploitations)

L'effectif de ce groupe est stable cette année : il comprend 46 exploitations, dont 30 en société (65 %), réparties sur l'ensemble des appellations présentes dans la région : Jasnières, Fiefs Vendéens, Anjou-Saumur et Vignoble Nantais.

Les plantations représentent 94 % de la SAU.

Les résultats sont basés sur la vendange 2017 ou 2018 (selon la date de clôture) et les ventes réalisées sur l'exercice 2017-2018.

L'échantillon présenté ici est très hétérogène, tant au niveau des types d'entreprises que des circuits de commercialisation. On trouve aussi bien des exploitations unipersonnelles de petites surfaces que des domaines de grandes surfaces dont certains impliquent des investisseurs extérieurs.

Pour la commercialisation, l'ensemble des circuits sont présents, avec une prépondérance de la vente directe et de l'export, à la fois intracommunautaire et hors UE.

Analyse des résultats

En fonction de leur date de clôture, les résultats présentés dans cette édition concernent la récolte 2017 pour la moitié des domaines et la récolte 2018 pour l'autre moitié. Le millésime 2017 a battu tous les records dans les vignes : précocité, gel (pour la 2ème année consécutive pour certains domaines), déficit hydrique et faible pression mildiou. En 2018, après un débourrement tardif suite au froid de la fin de l'hiver, les vendanges ont été précoces et souvent généreuses. C'est cette fois la pluviométrie qui a atteint des records. La pression mildiou a été forte durant toute la saison. Cependant, la vigueur conférée par les pluies abondantes et les températures chaudes du printemps ont permis à la vigne de compenser et peu de domaines ont eu à déplorer de faibles rendements (source : ATV 49).

* Source : « Les références 2018 des entreprises agricoles du Grand Ouest » - AGC AS et Chambres d'agriculture des départements 44, 49, 79, 41, 72, 45, 37, 16 et 50.

Pour l'ensemble des appellations du Val de Loire, le rendement 2017 est à 43 hl/ha, en légère progression par rapport à la récolte 2016, qui s'élevait à 41 hl / ha. Le rendement 2018 connaît une forte progression avec 54 hl / ha (source : Interloire).

Le nombre moyen d'UTH par exploitation en bio est en légère baisse à 4,6. A titre de comparaison, il est de 3,1 UTH en moyenne pour la viticulture en Val de Loire*. En bio, on compte environ 4 ha de vignes par UTH.

Les deux récoltes 2016 et 2017 à la baisse entraînent cette année une diminution du produit d'environ 13 500 € / UTA.

Par ailleurs, on observe une hausse des charges opérationnelles, notamment les produits phytosanitaires, en lien avec la pression mildiou observée en 2018.

Le recours à de la main-d'œuvre temporaire a également été plus important durant cet exercice.

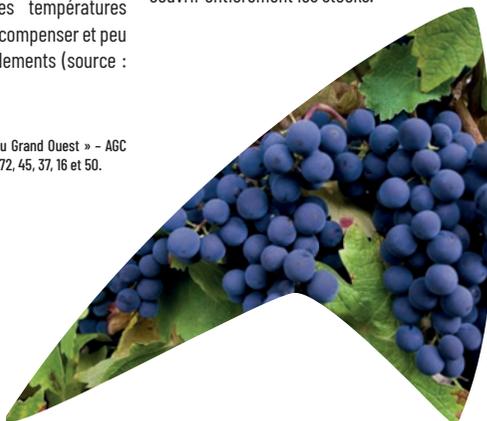
Les charges de structure, à 8 940 € / ha, sont globalement stables. Elles représentent toujours 51 % du produit brut, dont 21 % pour la main-d'œuvre et 8 % pour la mécanisation.

Ces éléments entraînent une baisse de l'Excédent Brut d'Exploitation d'environ 11 400 €.

L'EBE moyen se situe à 59 926 € par UTA. Une fois les annuités remboursées, il reste un solde de 39 292 € par UTA pour prélever, autofinancer les investissements et conforter la trésorerie.

Le poids des annuités dans l'EBE est stable à 34 %.

Le critère « fonds de roulement en % des stocks » est de 108 % (105 % l'année dernière) : le fonds de roulement permet donc de couvrir entièrement les stocks.



Entre 2017 et 2018, les surfaces en vigne en certification AB ou en conversion poursuivent leur progression en Pays de la Loire : on passe de 3 346 ha (dont 973 ha en conversion) à 3 918 ha (dont 1 385 ha en conversion). Le nombre de producteurs augmente également, passant de 265 en 2017 à 301 en 2018 (source : Agence Bio).

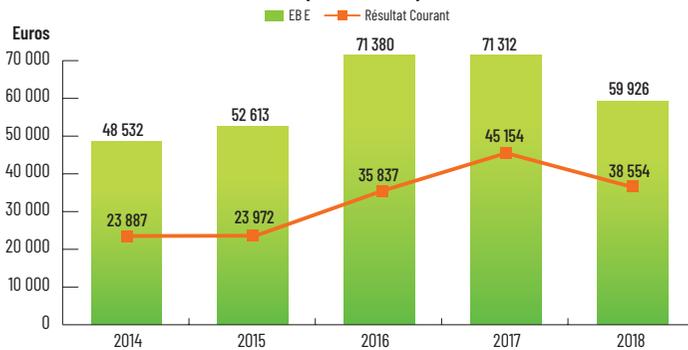
Après une embellie au niveau des volumes en 2018, le millésime 2019 a de nouveau connu des rendements à la baisse en lien avec le gel et la grêle printaniers, la coulure, le millerandage et le déficit hydrique pendant la campagne.

D'après une étude commandée par SudvinBio au cabinet IWSR, la demande de vins tranquilles bio devrait augmenter de 13,3 % par an sur la période 2017-2022. Soit une augmentation de 86 % en cinq ans. En 2022, les vins AB en France représenteraient ainsi 8,3 % des ventes, tous circuits de distributions confondus, contre 3,8 % en 2017. Le challenge sera de faire face à cette demande croissante, en termes de surfaces, de volumes et avec des prix rémunérateurs pour sécuriser les conversions. Par ailleurs, le « syndicat de défense des vins nature L » a été créé le 30 septembre 2019.

Elise KOHSER

Chambre d'agriculture des Pays de la Loire

Évolution de l'EBE et du résultat courant par UTA (viticulture bio)



8.1 Le travail sur l'exploitation

	Total	Par exploitation
Nombre d'entreprises	46	
→ dont individuelles	16	
→ dont sociétés	30	
Nombre d'UTA	68	1,5
→ dont en sociétés	50	1,7
Nombre d'UTH	211	4,6

8.2 - La SAU

La répartition du foncier

	Moyenne par UTA
Surface totale (ha)	14,1
→ dont fermage	13
→ dont propriété	1,1
SAU	13,8

Utilisation de la SAU

	Moyenne
Grandes cultures	2 %
Fourrages	4 %
Plantations	94 %

8.3 - Analyse financière

Bilan (€)	Moyenne
Capital d'exploitation par UTA	391 269
Taux d'endettement	47 %
→ dont court terme	19 %
Fonds de roulement en % des stocks	108 %
Annuités en % de l'EBE	34 %
EBE en % du capital	15 %

Les résultats sont établis par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

Charges opérationnelles

	Moyenne
Charges de cultures (€/ha SAU)	602
→ dont engrais	220
→ dont semences - plants	16
→ dont produits défense sanitaire	366
Autres charges opérationnelles	93
Total (hors travaux par tiers cult.) (€/ha SAU)	695

Coût de la mécanisation

	Moyenne
Total (€/ha SAU)	1 558
→ dont carburant lubrifiant	119
→ dont entretien réparations	553
→ dont travaux par tiers et location de matériel	764
→ dont amortissements	122

Charges directes (€/ha de SAU)	3 435
→ dont emballages	1 675
→ dont produits œnologiques	27
→ dont main-d'œuvre temporaire	1 584
Autres charges directes	149

8.4 - Résultats économiques

Du produit au résultat

	Moyenne SAU =13,8 ha		
	€/UTA	€/ha	en %
Produit brut	240 580	17 407	100 %
→ dont subventions exploitation	4 734	343	2 %
(-) Charges opérationnelles	9 605	695	4 %
(-) Charges directes	47 482	3 435	20 %
MARGE GLOBALE	183 493	13 276	76 %
Foncier et bâtiment	10 928	791	4,5 %
Fermages et charges locatives	8 595		
Entretien	2 333		
Mécanisation	19 073	1 380	8 %
Carburants et lubrifiants	1 641		
Locations matériels et travaux par tiers	10 558		
Entretien, réparations petits matériels	6 874		
Main-d'œuvre	51 377	3 717	21 %
Main-d'œuvre permanente	41 784		
Charges sociales des exploitants	9 593		
Autres charges de structure	42 189	3 052	17,5 %
Eau, gaz, électricité	2 591		
Autres fournitures	7 638		
Assurances	4 912		
Honoraires	8 264		
Transports et déplacements	7 908		
Impôts et taxes	1 021		
Autres charges d'exploitation	9 855		
TOTAL charges de structure	123 567	8 940	51 %
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	59 926	4 336	25 %
Charges financières	2 956	214	1 %
Amortissements	21 410	1 549	9 %
Autres produits	2 994		
Résultat courant	38 554	2 789	16 %

Capital d'exploitation

Ensemble de l'actif (immobilisations, stocks, créances, disponible) excepté les terres.

Charges opérationnelles

Charges proportionnelles aux productions, communes à toutes les exploitations. Exemples : charges de cultures (semences, engrais), charges d'alimentation des animaux, produits et honoraires vétérinaires, fournitures diverses, travaux par des tiers sur les animaux, taxes sur les produits.

Charges directes

Charges directement affectées à la production, spécifiques à l'organisation de l'exploitation. Exemples : emballages, combustibles, location de matériel, assurances spécifiques, charges de main-d'œuvre temporaire, travaux par des entreprises.

Charges de structure

Charges non liées au volume de production, parfois appelées charges fixes. Exemples : fermage, cotisations sociales, etc.

EBE (excédent brut d'exploitation)

Produit brut diminué des charges opérationnelles, directes et de structure (avant amortissement et frais financiers).

Fonds de roulement

Argent nécessaire pour financer les stocks et les avances aux cultures. Un fonds de roulement insuffisant nécessite le recours à un financement court terme.

Marge brute

Produit brut diminué des charges opérationnelles.

Produit brut

Ensemble des ventes, des subventions d'exploitation et des variations de stocks, diminuées des achats d'animaux.

Résultat courant

Bénéfice de l'exploitation hors produits et charges exceptionnelles.

SAU (surface agricole utile)

Surfaces en cultures et surfaces fourragères.

SFP (surface fourragère principale)

Surface fourragère consacrée aux animaux. Exemples : prairies, maïs fourrage.

Taux d'endettement

Total des dettes long, moyen et court terme sur le total de l'actif, exprimé en pourcentage.

UGB (unité gros bovins)

Unité de référence correspondant aux besoins alimentaires annuels en fourrage d'une vache. Permet d'agréger ou de comparer des effectifs d'animaux d'espèces différentes.

UTH (unité de travailleurs humains)

Unité de travail correspondant à une personne travaillant à temps plein sur une exploitation.

UTA (unité de travail agricole)

Les résultats présentés dans cette étude sont pondérés par UTA = unité de travail agricole, avec comme référence 1 UTA pour un agriculteur à plein temps.

	Nombre d'UTA
Chefs d'exploitation	1 par chef d'exploitation à temps plein (proratation si travail extérieur)
Associés exploitants (GAEC, EARL...)	1 par associé à temps plein (proratation si travail extérieur)
Conjoints collaborateurs à temps plein	0,5
Conjoints collaborateurs à temps partiel	0,25

Vos conseillers agriculture biologique à la Chambre d'agriculture des Pays de la Loire



MAYENNE

Brigitte Lambert

→ 02 43 67 36 84

brigitte.lambert@pl.chambagri.fr

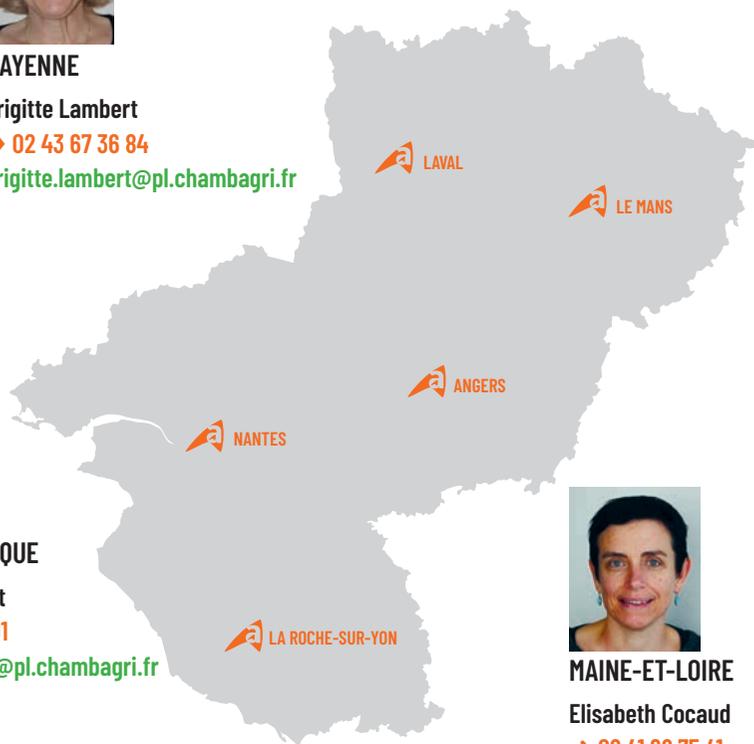


SARTHE

Florence Letailleur

→ 02 43 29 24 57

florence.letailleur@pl.chambagri.fr



LOIRE-ATLANTIQUE

Gilles Le Guellaut

→ 02 53 46 60 01

gilles.leguellaut@pl.chambagri.fr



MAINE-ET-LOIRE

Elisabeth Cocaud

→ 02 41 96 75 41

elisabeth.cocaud@pl.chambagri.fr



VENDÉE

Cécile Brouillard et Stéphane Hanquez

→ 02 51 36 83 87

cecile.brouillard@pl.chambagri.fr

stephane.hanquez@pl.chambagri.fr

Coordination de l'étude et traitement des données par la Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire :

- Elisabeth COCAUD
- Elise KOHSER
- Olivier METAIREAU

→ Contact : Elisabeth COCAUD - 02 41 96 75 41 - elisabeth.cocaud@pl.chambagri.fr

EN PARTENARIAT AVEC :

AFCCS 44

Elodie FREGER
17 rue du Meunier
44880 SAUTRON
→ 02 40 63 39 11
contact@afocg-atlantique.fr

AFCCS 49-95

Xavier-Noël BARRADEAU
51 rue Charles Bourseul
Espace Bell - BP 51
85002 LA ROCHE SUR YON Cedex
→ 02 51 46 23 99
contact@afocg.fr

AS 44

Marie-Luce PITRÉ
Maison de l'Agriculture
Rue Pierre Adolphe Bobierre
La Géraudière
44939 NANTES Cedex 9
→ 02 40 16 36 48
contact@as44.fr

AS 48

Francis HOULET
14, avenue Jean Joxé
CS 80 646
49006 ANGERS Cedex 01
→ 02 85 35 75 00
francis.houlet@as49.fr

AS CEFIGA

Jean-Marie LHOMMEAU
La Maison des agriculteurs
9, rue Jean Grémillon
72013 LE MANS Cedex 02
→ 02 43 43 68 68
jean-francois.beaujean@plus.agri72.com

CERFRANCE 44

Elisabeth ORHON et François LALLOUE
8, rue de Laponie
BP 4113
44241 LA CHAPELLE SUR ERDRE Cedex
→ 02 28 09 35 00
eorhon@cerfrance44.fr
flaloue@cerfrance44.fr

CERFRANCE 49

Elise PERDRIEU
29, avenue Jean-Joxé
BP 60411
49104 ANGERS Cedex 02
→ 02 41 33 66 66
eperdrieu@49.cerfrance.fr

CERFRANCE 53-72

Pierre CHAMBARD
Rue Albert Einstein
Parc Technopole de Changé
BP 26116
53061 Laval Cedex 9
→ 02 43 49 84 00
pchambard@53-72.cerfrance.fr

CERFRANCE 85

Jean-Louis DODELIN
15, rue Jacques-Yves Cousteau
CS 10003
85036 LA ROCHE SUR YON Cedex
→ 02 51 24 42 42
jdodelin@85.cerfrance.fr

CEGAA

Jérôme COUSQUER
8, rue du Bon Puits
SAINT-SYLVAIN-D'ANJOU
49480 VERRIERES EN ANJOU
→ 02 41 88 60 22
j.cousquer@cegao.com

COGEDIS

Olivier PERRET
Zone artisanale Croas ar Nezic
29800 SAINT THONAN
→ 02 98 20 35 00
olivier.perret@cogedis.com

COMPTACOM CECAGRI

Vincent VOGT
247, avenue des Français Libres
CS 71015
53010 LAVAL Cedex
→ 02 43 64 17 17
vincent.vogt@compta.com

UPTEACONSEIL

Vital LEMASSON
25, rue du Général de Gaulle
BP 32
85120 LA CHATAIGNERAIE
→ 02 51 69 61 12
contact@alteaconseil.fr



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
PAYS DE LA LOIRE

Avec le soutien financier de :



Avec la participation de :



Représentant les départements de la Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Sarthe



Représentant les départements de la Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de la Vendée

